

Micheline Dumont : *Les religieuses sont-elles féministes?*

Anita Caron

Volume 8, numéro 2, 1995

Théorie, méthode, pratique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057860ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057860ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Caron, A. (1995). Compte rendu de [Micheline Dumont : *Les religieuses sont-elles féministes?*]. *Recherches féministes*, 8(2), 185–188.
<https://doi.org/10.7202/057860ar>

mentalité séparatiste entre les sexes dans l'écriture, sans pour autant occulter la place des femmes dans le paysage de la littérature québécoise contemporaine.

Katharine Conley
Département de français et d'italien
Dartmouth College

Micheline Dumont : *Les religieuses sont-elles féministes?* Montréal, Bellarmin, 1995, 204 p.

La question peut paraître étonnante de prime abord. La réponse circonstanciée qu'en donne Micheline Dumont dans un ouvrage publié récemment aux Éditions Bellarmin nous amène à découvrir que, en dépit de prises de position souvent mitigées de la part des religieuses à l'endroit du féminisme, l'adhésion aux valeurs que le mouvement véhicule est en quelque sorte devenue «une option incontournable pour les religieuses» (p. 175). La démonstration qu'en propose l'auteure est éloquente et éclairante.

S'appuyant sur des données historiques fort bien documentées et sur un large éventail d'études monographiques et sociologiques, M^{me} Dumont nous rappelle d'abord que les religieuses sont «des femmes» et qu'il faut les considérer comme telles si on veut comprendre leur situation dans l'Église et dans la société.

C'est le point de vue qu'elle a elle-même adopté et qui lui sert de fil conducteur tout au cours d'une analyse sociohistorique qui lui permet de mettre en lumière le rôle irremplaçable exercé au Québec par les congrégations religieuses de femmes dans l'éducation des filles, les modes de gestion étonnamment efficaces qui leur ont permis de traverser les situations les plus difficiles, les fonctions sociales multiples qu'elles ont accomplies au service des femmes, des enfants, des malades, des personnes plus démunies, leur prise de parole récente quant à leur engagement en tant que femmes soucieuses d'apporter leur contribution au sein d'un monde en pleine mutation.

Quelques chapitres sont la reprise, avec un certain nombre d'ajouts et de modifications, de textes déjà publiés dont certains sont actuellement épuisés ou introuvables. Les premier, deuxième et quatrième chapitres sont en partie ou en totalité inédits. L'ensemble de l'ouvrage s'applique à dégager «le rapport ambigu qu'il est possible d'établir entre le féminisme et la vocation religieuse féminine» (p. 17).

L'auteure reprend pour cela une hypothèse qu'elle avait déjà formulée dans le rapport qu'elle avait rédigé à la demande de la Commission Royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, à savoir «que la vocation religieuse a pu représenter pour les femmes une possibilité d'exercer des fonctions inédites dans la société civile, et des postes de grande responsabilité, voire une voie d'accès pour réaliser les aspirations des femmes».

Cette hypothèse se trouve d'ailleurs largement confirmée dans le deuxième chapitre qui illustre de quelle façon, dès la fin du XVII^e siècle, les communautés religieuses de femmes «ont joué un rôle de premier plan dans la fondation spirituelle et matérielle de la colonie» (p. 25), comment des religieuses ont assumé, en Nouvelle-France, la plupart des tâches liées à l'éducation et à la charité publique, comment, dans l'exercice de diverses fonctions qui leur étaient

dévolues, ces femmes ont toujours fait preuve d'une autonomie remarquable à l'égard de l'autorité ecclésiastique ou royale.

C'est cependant à compter de 1840, précise Micheline Dumont, que la vocation religieuse apparaît être pour les femmes québécoises une option qui leur ouvre la voie à une promotion personnelle et sociale et leur permet ainsi d'avoir accès à plusieurs professions en échappant à «la tare du célibat» et à «la perspective de maternités nombreuses» (p. 40), tout en s'assurant de réelles possibilités d'expression artistique, littéraire ou autre. Ne serait-ce pas, commente-t-elle, «une forme déviée de féminisme, davantage recherchée par les femmes que l'engagement dans une association laïque» (p. 40)? Cela expliquerait peut-être, croit-elle, comment le mouvement féministe n'a pas réussi à trouver à ce moment au Québec un terrain favorable.

Si la vocation religieuse a représenté pour nombre de femmes québécoises «une voie de promotion et de contestation» (p. 44), il n'apparaît pas pour autant, observe Micheline Dumont, que cette voie ait pu leur assurer «une égalité face aux fonctions masculines». Il semble même que le modèle féminin religieux vécu au Québec ait pu contribuer à «ancrer davantage, dans l'opinion générale, l'idée que les femmes ne peuvent être considérées sur le même pied que les hommes» (p. 44). Il demeure que, jusqu'en 1960, la vocation religieuse représente pour une large proportion de jeunes filles une avenue privilégiée pour la réalisation de leurs aspirations en tant que femmes. Cela se manifeste dans le secteur de la protection sociale sur lequel les congrégations religieuses ont exercé une domination quasi exclusive mais également dans le secteur de l'enseignement qui a été marqué, d'une façon particulière, par la tradition éducative des religieuses.

Le troisième chapitre met plus particulièrement en évidence ce qui caractérise cette tradition éducative, d'où elle provient, comment elle a été assumée et a dû se modifier au fur et à mesure des besoins d'une société en transformation. Bien qu'elles n'aient jamais constitué la majorité du personnel enseignant, «force est de reconnaître pour autant», écrit Micheline Dumont, «que les religieuses ont été les principales responsables du développement des avenues éducatives pour les filles au Québec». Cela, précise-t-elle, «ne fait certes pas d'elles des féministes. Mais c'est sûrement dans leurs institutions que les féministes québécoises ont été formées.» D'où il ne paraît pas injustifié, selon l'auteure, d'avancer «que le projet éducatif des religieuses n'est pas étranger à une certaine perspective féministe» (p. 70).

Dans le domaine éducatif, tout comme dans les autres secteurs où ont œuvré les religieuses, on est cependant constamment aux prises avec le paradoxe : «En maintenant jalousement les programmes d'études les plus longs dans le secteur privé, les religieuses se sont trouvées à retarder d'autant le développement de programmes dans le secteur public» (p. 87). En œuvrant elles-mêmes dans des professions considérées comme l'apanage des femmes, «notamment l'enseignement, le service hospitalier et le service social», en «travaillant gratuitement à salaire très bas dans ces professions», elles ont également contribué «à dévaluer de ce fait le travail féminin ou à l'associer à une vocation» (p. 88). Qui plus est, en continuant de soutenir «que l'éducation des filles consiste à se préparer au rôle de mère et d'épouse», elles ont maintenu un discours qui entraînait effectivement en contradiction avec leur situation de femmes célibataires engagées dans une carrière professionnelle.

La situation a radicalement changé depuis 1960. À l'intérieur de leur propre congrégation, «les religieuses enseignantes sont devenues une petite minorité. Elles sont célibataires et sans enfant dans un monde qui a transformé la maternité en expérience. Elles vivent la chasteté dans un monde qui étale partout les images de la sexualité. Elles doivent vivre la pauvreté en gagnant un salaire. Elles essaient d'être engagées dans un monde qui a démissionné» (p. 92).

Pendant plus d'un siècle pourtant, les congrégations religieuses avaient réussi à mettre sur pied plus de 1 800 établissements d'enseignement dont elles avaient assuré la gestion financière. L'examen des modes de financement, de la croissance des établissements, de leur rentabilité et de leur équilibre financier constitue une grille déterminante pour comprendre l'ensemble des contradictions qui ont caractérisé l'activité des religieuses enseignantes pendant plus d'un siècle. L'auteure y consacre le quatrième chapitre de son ouvrage dans lequel, à partir de l'analyse des rapports financiers des maisons locales, elle arrive à dégager comment, avec des moyens réduits, les congrégations religieuses de femmes ont réussi à assurer le développement de l'instruction des filles.

Dans cette tâche, fait remarquer Micheline Dumont, elles ont fait preuve de qualités indéniables de gestion. Elles ont été, en même temps, les principales artisanes de l'accès à l'éducation et par la suite à une profession pour les femmes. Mais, en raison de la gratuité de leurs services et d'un investissement très largement concentré dans le secteur privé, elles ont aussi contribué à retarder le développement de l'instruction publique et à mettre en place «les structures discriminatoires de l'éducation des filles» (p. 128) qui ont trop longtemps régné au Québec. Elles ont en effet «démontré de manière presque caricaturale que l'expertise des femmes devait être gratuite» (p. 128).

Le même phénomène se vérifie en ce qui a trait à leur intervention auprès des mères sans alliance et d'enfants qui ne pouvaient compter sur le soutien d'un père et d'une mère. C'est ce qu'illustre le cinquième chapitre en décrivant comment les religieuses en sont arrivées, au Québec, à mettre sur pied «une authentique tradition de service en milieu institutionnel, tradition dont la gestion était entièrement gratuite» (p. 146). En 1950, rappelle Micheline Dumont, les religieuses parvenaient à faire fonctionner une crèche de 800 enfants avec 85 religieuses et une poignée d'employées et d'employés laïques. Selon les normes de l'époque, ajoute-t-elle, il semble que les enfants hébergés recevaient tous les soins auxquels ils et elles avaient droit.

C'est cette action qui est aujourd'hui critiquée et souvent méprisée. La disparition des orphelinats et des religieuses n'a pas pour autant diminué le nombre d'enfants en difficulté, note Micheline Dumont : «ils étaient 43 000 en 1970, sans doute bien davantage aujourd'hui, malgré un nombre imposant d'experts de toutes sortes» (p. 152). Pour leur part, les religieuses, bien que leur nombre soit de plus en plus réduit, continuent d'apporter leur contribution dans des tâches de service auprès de différents groupes. Des congrégations religieuses ont même officiellement affirmé leur volonté d'une réorientation de leur action «dans le sens d'une option préférentielle pour les pauvres» (p. 175).

Il demeure que, depuis 1970, leurs engagements apostoliques et sociaux se sont transformés. «Au-delà des responsabilités traditionnelles qu'elles continuent de remplir, mais sur une plus petite échelle, les religieuses actives», note Micheline Dumont dans le dernier chapitre de son ouvrage, «sont majoritairement au travail à l'intérieur de leurs instituts respectifs, dans des postes

de gestion, d'animation ou reliés au soin des religieuses âgées» (p. 169). On en retrouve un certain nombre dans diverses instances de l'organisation ecclésiale.

Dans le dernier chapitre, ce qui retient surtout l'attention de l'auteure c'est la prise de parole d'un nombre de plus en plus important de religieuses qui réfléchissent, avec franchise et réalisme, sur leur situation. Pour en rendre compte, elle a analysé un corpus de 175 articles écrits par des religieuses québécoises entre 1960 et 1990 dans le *Bulletin de l'AREQ*, revue de l'Association des religieuses enseignantes du Québec, les revues *Vie des communautés religieuses* et *Donum Dei*, dont la raison d'être est justement la vie congréganiste, *L'Église canadienne*, organe de l'Assemblée des évêques du Canada, *L'Autre Parole*, une revue de femmes chrétiennes et féministes à laquelle des religieuses collaborent régulièrement.

Micheline Dumont a pu observer que les auteures y abordent avec lucidité des problèmes qui ont trait à la poursuite des études, à la baisse des vocations, à la douloureuse question des départs de professes, à la remise des «œuvres» aux organismes civils, aux nouveaux aspects de la vie communautaire, au vieillissement des membres, à l'engagement chrétien dans un mode déchristianisé, à l'intégration dans un syndicat ou dans une profession, au travail en milieu hospitalier, à la participation à une grève. Il en ressort, constate-t-elle, «un tableau rempli d'interrogations, voire de doutes, mais aussi de grande détermination» (p. 174). Il est clair, selon Micheline Dumont, que ces femmes ont atteint «la minute de vérité».

L'examen de ces écrits permet par ailleurs d'affirmer que bon nombre de religieuses font de plus en plus l'adéquation religieuse-femme : «Elles s'inquiètent de leur absence auprès des femmes adultes, elles interprètent leurs vœux dans leur *fidélité de femmes*, tout particulièrement le vœu de chasteté et elles abordent franchement les questions reliées à la sexualité. Mais surtout, elles se sentent confrontées aux problèmes de *femmes en transition* et se cherchent de nouvelles solidarités avec les femmes» (p. 174).

Il apparaît donc, au dire de Micheline Dumont, «que les religieuses actives, celles qui ont pris la parole, sont des femmes qui étudient, travaillent, organisent, investissent des secteurs nouveaux, expriment leur solidarité avec les femmes, mettent pour elles sur pied des services de plus en plus nombreux, discutent de plus en plus fermement avec d'autres femmes, de la place et du pouvoir dans l'Église et parfois lorgnent très directement du côté des ministères» (p. 183).

Anita Caron

Département des sciences religieuses

Université du Québec à Montréal

Référence

DUMONT-JOHNSON, Micheline

- 1971 «Histoire de la situation de la femme dans la province de Québec», in *Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*. Ottawa, Études de la Commission Royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, 9, 1971 : 19.